

AVRIL 2013

Pages 2-10

ACTUALITÉS DU MONDE

Amérique latine

Paraguay : élections du 21 avril

Afrique

Mali : pas de paix sans démocratie ni développement

Asie

Corée :

la guerre aura-t-elle lieu ?

Monde arabe

Tunisie : leçons d'un voyage

Europe

Europe du Sud : les peuples disent Non

Paix-désarmement

Traité commerce des armes

Turquie

Négociations historiques

Palestine

Appel des maires

Campagne Orange

Le billet de Gérard Streiff

Une nuit de rêve

Pages 11-12

POUR UNE AUTRE EUROPE

Pierre Laurent

au meeting de Martigues

Pages 13-15

FOCUS

Amérique latine

Pages 16-17

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 18-24

REGARD sur

Quel avenir pour la Syrie ?

CRÉATIVE AMÉRIQUE LATINE

Pierre Laurent conduit, du 6 au 20 mai, une délégation du PCF à Cuba, au Venezuela, au Brésil et en Uruguay dont les peuples ont frayé, chacun selon un processus singulier, leur chemin d'émancipation et de souveraineté.

La « philosophie du "vivre mieux" traverse toutes les sociétés sud-américaines. Nous avons essayé toutes les recettes du néolibéralisme, et elles ont toutes échoué. Nous avons alors développé nos propres solutions, et j'espère que l'Europe n'aura pas à subir toutes ces erreurs pour s'en rendre compte ». C'est en ces termes que Jean-Paul Guevara, ambassadeur de Bolivie en France, synthétise, dans un entretien à *l'Humanité-dimanche*, la remarquable créativité des peuples latino-américains qui ont repris leur destin en mains.

Les États-Unis ont beau faire, le temps est révolu où ils faisaient et défaisaient à l'envi les gouvernants, imposaient les dictatures les plus sanglantes du XX^e siècle et les régimes des plus inégalitaires qui soient. Ce que les mots du diplomate disent aussi, avec une modestie et une franchise qui l'honorent, c'est que l'Europe ferait bien de s'inspirer de ces expériences historiques et politiques qui se gardent, elles, de prétendre à tout « universalisme » mais qui partagent l'objectif commun de renforcer leur solidarité régionale au service du développement de leur pays et du continent. Aucun processus n'a pour autant été linéaire, chaque révolution s'est construite selon ses propres modalités, dans la lutte et la longue durée, impliquant mouvement populaire et social et des stratégies de rassemblement et d'union large pour affronter les forces réactionnaires qui combattent toute politique de conquêtes démocratiques et sociales.

Le quai d'Orsay affiche, vis-à-vis de l'Amérique du Sud, une volonté nouvelle, a contrario de l'ère Sarkozy ; mais c'est le Pérou, Panama et la Colombie que le ministre des Affaires étrangères a choisis pour son premier déplacement officiel – trois pays qui se distinguent de leurs voisins en étant dirigés par des forces de droite dure. C'est à Bogota que Laurent Fabius a évoqué avec lyrisme les « liens ancrés dans l'histoire, nourris de valeurs partagées et d'aspirations communes » de la France et de l'Amérique latine. Si ces liens sont réels, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui elle accorde bien plus de considération aux États engagés dans des accords de libre-échange avec l'Union européenne qu'aux nations émergentes progressistes qui contestent un ordre international au service du capitalisme financier mondialisé. De vieux réflexes reprennent alors vite le dessus dans certains cercles dirigeants taxant d'arrogance ceux qui critiquent la politique française à l'étranger. Or dans ce domaine, dans les mots comme dans les actes, le gouvernement et le président socialistes ont choisi d'assumer la continuité – comme si notre politique étrangère devait faire l'objet d'un consensus avec la droite, en mettant au rencart toute approche et perspective internationalistes.

Pierre Laurent, en Amérique latine, portera une autre voix de la France : la volonté de solidarités nouvelles entre nos peuples pour, tous, « vivre mieux ».

Lydia Samarbakhsh

responsable du département International du PCF



- Délégation du Parti communiste français, conduite par Pierre Laurent, en Amérique latine du 6 au 20 mai (Cuba, Venezuela, Brésil, Uruguay)
- Altersummit européen à Athènes du 7 au 9 juin

Paraguay élections du 21 avril 2013

En 2008, l'élection à la présidence de Fernando Lugo, soutenu par une coalition de partis de gauche et du Parti libéral, mettait fin à 60 ans d'hégémonie du Parti Colorado, au pouvoir pendant la dictature d'Alfredo Stroessner qui dirigea le pays de 1954 à 1989.



En juin dernier, le Parlement, dominé par l'opposition, destituait le président Fernando Lugo. Un procès politique sans précédent, qui s'apparentait à un véritable coup d'État institutionnel. En rompant l'alliance avec Fernando Lugo, le vice-président Federico Franco, du Parti libéral, accédait à la présidence pour le remplacer.

Horacio Cartes, candidat du Parti Colorado, remporte l'élection présidentielle avec 45,8% des suffrages. Après seulement cinq ans dans l'opposition, le Parti Colorado revient au pouvoir, avec à sa tête un millionnaire homme d'affaires accusé de blanchiment d'argent, de liens avec la contrebande et de narcotrafic.

Le candidat libéral Efraim Alegre arrive en deuxième position avec 36,94% des voix. Le Parti libéral paye cher sa trahison, il est le grand perdant de cette élection.

À gauche, Mario Ferreiro, candidat pour le mouvement Avance Pays arrive loin derrière avec 5,88% des voix. La coalition du Front Guasu, dirigée par Fernando Lugo et représentée par Anibal Carrillo, n'obtient que 3,32% des voix.

le billet de Gérard Streiff

une nuit de rêve

La chaîne de télévision américaine *National Geographic Channel* organisait récemment un concours dont le gros lot était : passer une nuit dans un abri anti-atomique.

Le refuge est censé protéger d'une catastrophe naturelle ou nucléaire ou bactériologique ou chimique. 8m² en béton armé, des murs de 25 cm, pouvant accueillir 6 personnes, un système de ventilation, un filtre, un volet antisouffle, des toilettes sèches, des lits superposés, un éclairage à la dynamo, de bons vieux masques à gaz et des boîtes de conserves (en option, les conserves ? C'est pas mentionné.)

Un détail qui compte surtout si vous habitez en ville. N'espérez pas caser le « machin » dans votre entrée :

2 il a la taille d'un semi-remorque et fait 25 tonnes.

Cet échec attendu est la conséquence de la division de la gauche, mais aussi d'un bilan contrasté de Lugo qui, sans majorité, sans structure politique propre et face à une opposition virulente soutenue par les médias, n'a pas réussi à tenir ses promesses, malgré des avancées certaines dans les domaines de la santé et l'éducation.

Au Sénat et à l'Assemblée, le rapport de force est toujours favorable aux deux formations traditionnelles de droite. Le Parti Colorado emporte 44 sièges sur 80 à l'Assemblée nationale, le Parti libéral 28 et au Sénat le Parti Colorado obtient 19 sièges et le Parti libéral 28.

Horacio Cartes n'a pas la majorité, il devra composer avec les libéraux et des frictions ne sont pas à exclure.

Le mouvement Avance Pays et le Front Guasu obtiennent respectivement 2 et 1 siège à l'Assemblée et 5 et 2 au Sénat. Fernando Lugo fait son entrée au Sénat. Au vu de ces résultats, et selon les déclarations de certains de leurs dirigeants, une coordination entre les parlementaires des deux forces semble possible.

En dépit d'une forte croissance économique, le Paraguay est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté, dont 15% en situation d'extrême pauvreté, et les inégalités sociales sont fortes. Ce phénomène est étroitement lié à la question de la terre. En effet les paysans sans terre représentent plus de 50% de la pauvreté rurale du pays. Avec 2% des propriétaires terriens qui détiennent 80% des terres cultivables, le Paraguay est le pays d'Amérique latine ayant la plus grande concentration de la terre. La pression des multinationales agro-industrielles et la hausse du prix des terres entraînent l'expulsion des paysans des zones rurales du pays.

L'agriculture joue un rôle primordial dans l'économie du pays : 90% des exportations, 35% des emplois et 30% du PIB. En plus de la dépendance du pays au cours mondiaux, cette structure économique implique des enjeux sociaux et environnementaux.

Au niveau diplomatique, Cartes devra rompre avec l'isolement en faisant réintégrer le Paraguay dans le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Union des nations sud-américaines (Unasur) d'où il avait été exclu suite au coup de force parlementaire.

Christophe Le Flech-Loredo
collectif Amérique latine

Mali attention à l'enlèvement ! pas de paix et de sécurité sans démocratie et développement



Ces 22 et 23 avril, le Parlement est saisi par le gouvernement de la poursuite ou non, au regard des objectifs assignés, de l'opération Serval engagée au Mali le 11 janvier dernier.

Dès le début de l'engagement militaire français au Mali, le Parti communiste français (PCF) a fait valoir, tout en partageant l'inquiétude du peuple malien devant l'avancée des forces armées djihadistes, que l'action de la France soulevait de nombreux risques et d'interrogations. Le PCF a alerté sur le fait que la crise politique malienne ne pouvait en aucun cas être résolue par la seule action militaire. Quatre mois plus tard, cette préoccupation reste entière et les craintes se confirment.

Aujourd'hui le projet de force internationale de « sécurisation » du Mali, sous mandat de l'ONU consisterait à transformer la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) en MINUSMA (Mission intégrée de stabilisation multidimensionnelles des Nations unies au Mali). Ainsi de son côté la France, outre la proposition de fournir 150 hommes d'état-major à cette force multilatérale, implanterait une base militaire en vertu d'un accord bilatéral particulier, avec le Mali, dont les termes nous sont encore inconnus. Les autorités françaises parlent d'une présence de 1000 hommes en permanence. Ceci présage d'une implantation de longue durée qui nous inquiète. Le risque d'enlèvement et de répercussions régionales (Mauritanie, Burkina Faso, Tchad, Togo...) est avéré.

Conséquence du prolongement de l'intervention de l'OTAN et de la France en Libye, l'intervention française n'a réglé aucun problème de fond auquel le Mali est confronté : l'élaboration d'une issue politique durable fondée sur les principes de souveraineté et des droits du peuple malien et sur l'exigence d'une reconstruction et d'un développement au service des populations. Même si les contextes sont différents, le risque est fort de se retrouver dans la même situation qu'en Afghanistan.

Le silence et l'inaction de la France vis-à-vis des États connus* pour fournir armes et appui aux groupes armés djihadistes qu'elle combat sur le terrain, mais qui, par ailleurs, comptent parmi ses partenaires commerciaux, restent incompréhensibles.

L'élection présidentielle fixée en juillet, sans qu'aucune initiative n'ait été prise pour mettre autour d'une même table l'ensemble des forces démocratiques maliennes afin

qu'elles conviennent elles-mêmes du processus d'ensemble de mises en place des installations élues, comporte par conséquent un autre risque majeur, celui d'exclure du vote une très grande partie de la population, notamment les populations rurales du nord du Mali. Il revient bien aux Maliennes et aux Maliens de décider de leur avenir. La crise de confiance du peuple dans des élites qui se sont enrichies personnellement est très profonde.

Pour emprunter le chemin de la paix et de la reconstruction durable, il faut dorénavant mettre en place une toute autre politique du développement qui équilibre, entre les collectivités territoriales et l'État, une politique audacieuse de coopérations. Elle implique d'associer les autorités locales et les populations bénéficiaires, expertes de terrain de leurs besoins et de leurs urgences. Dans un souci de transparence et d'efficacité, cela pourrait commencer par supprimer de la comptabilisation de l'AFD les dépenses non liées aux activités de développement qui gonflent artificiellement les budgets et d'envisager une taxe sur les transactions financières qui pourraient être génératrices de moyens énormes répondant aux besoins, afin de briser la spirale infernale de la survie et pour répondre enfin durablement aux droits fondamentaux humains. Cette politique de coopération et de développement devrait être soumise au contrôle démocratique et régulier de nos assemblées.

Beaucoup d'intelligences et d'énergies citoyennes sont disponibles pour l'avenir du Mali. Des partis progressistes cherchent à se rassembler sur des contenus. Le mouvement associatif malien est un des plus développés en Afrique, particulièrement celui des femmes. Elles représentent un point d'appui précieux et incontournable pour la réussite des projets, comme actrices du développement et comme interlocutrices qualifiées, afin de lutter aussi durablement contre la loi de la charia, prônées par les djihadistes. Il n'y a pas que les armes à combattre, mais aussi leurs idéologies. Il est de la responsabilité de la France de donner toutes ses chances à la démocratie, en soutenant les intelligences citoyennes maliennes, la liberté de la presse, la liberté de circulation, la possibilité de s'organiser dans la pluralité.

Dans ce même mouvement, la France doit réévaluer sa politique d'accueil à l'égard des migrants très impliqués dans la reconstruction du pays.

L'issue politique, la sécurité et la paix tant espérées par toutes les Maliennes et tous les Maliens, implique donc de s'orienter dans une toute autre voie que celle d'une guerre dont on peut craindre l'enlèvement. Il y a urgence à s'éloigner de cette impasse et s'engager sans attendre dans une politique nouvelle et audacieuse de développement et de la coopération.

Les choix d'avenir du Mali doivent au plus vite pleinement revenir aux Maliennes et Maliens.

texte basé sur le communiqué de presse du PCF du 22 avril, également publié dans Communistes du 24 avril, dans une version plus courte

* Arabie Saoudite et Qatar

Corée la guerre aura-t-elle lieu ?

Ces dernières semaines et de manière très spectaculaire, dans des déclarations véhémentes diffusées par les médias nord-coréens et souvent reprises sur le ton entendu dans les médias du monde occidental, un scénario presque catastrophe a semblé embrasser la péninsule coréenne et s'étendre vers le Japon et l'île américaine de Guam. Fut même avancée, dans nos médias, comme probable, la mise en œuvre de ces paroles martiales le 15 avril 2013, date du 101^e anniversaire de la naissance de Kim Il-song, premier président de la République démocratique de Corée et grand-père de Kim Jong-un, leader en exercice de la Corée du Nord. Ce 15 avril, « le Jour du Soleil », la Corée du Nord a connu une célébration grandiose, et l'apocalypse nucléaire n'est pas survenue.

Depuis l'armistice du 27 juillet 1953, la tension est restée permanente connaissant des épisodes récurrents de surtension. Les États-Unis stationnent encore en Corée du Sud une force de près de 30 000 hommes et des moyens nucléaires. Ils sont depuis bien longtemps dans l'attente d'un effondrement espéré du régime de Pyongyang. Chaque année des manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes, et quelquefois la participation du Japon, se déroulent à la frontière avec la Corée du Nord. Et chaque année ces manœuvres sont occasion de déclarations enflammées à Pyongyang, et même de ripostes ou de représailles de la part du Nord sous les prétextes de violation de l'espace territorial ou maritime nord-coréen, soulevant bien sûr un tollé d'indignation dans la communauté internationale. Il en fut ainsi, pour n'en évoquer qu'une, parmi les derniers épisodes, de la crise du Chéonan consécutive au « naufrage », le 26 mars 2010, de cette corvette de la marine sud-coréenne qui naviguait à proximité de l'île Yeonpyeong-do, dans une zone maritime se situant à environ 16 km du rivage nord-coréen en Mer de Chine*. Cette crise s'est estompée... jusqu'à la suivante.

Et celle d'aujourd'hui, après les inflations verbales, semble se résoudre dans des échanges plus raisonnables où se reposent les véritables enjeux. Le parcours vers une paix retrouvée reste néanmoins bien incertain.

John Kerry, lors de son passage à Tokyo, souligne que : « Les États-Unis restent ouverts à des négociations hon-



nêtes et crédibles sur la dénucléarisation, mais la balle est dans le camp de Pyongyang », semblant n'envisager de discussions que limitées au problème nucléaire nord-coréen.

La Corée du Nord, par contre, entend depuis longtemps entrer dans une négociation complète de sa position internationale, obtenir la levée des sanctions imposées par l'ONU, et réobtenir un statut de membre à part entière au sein de la communauté internationale.

Park Geun-Hye, la nouvelle présidente de Corée du Sud, entrée en fonctions le 25 février 2013, s'est montrée disposée dès sa prise de pouvoir à reprendre le dialogue avec Pyongyang.

La Chine, par la voix de Xi Jinping, son président, a souhaité sereinement « le maintien de la paix et le développement en Asie », au Forum de Boao (6-8 avril) au plus fort de la crise. Témoinant de cette sérénité, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hong Lei, a annoncé : « L'ambassade chinoise en République populaire démocratique de Corée est toujours en fonctionnement normal » (*Global Times*, 18/04/2013). La Chine, a souligné Yang Jiechi, ministre des Affaires étrangères, souhaite œuvrer, de concert avec les autres puissances, à la dénucléarisation de la Péninsule coréenne (*Le Monde.fr*, 12 avril).

Tout ce faisceau d'indices favorables débouchera-t-il sur un progrès conséquent témoignant d'un changement global dans les approches respectives ?

Notre parti, dans un communiqué le 4 avril, a souligné que, au-delà de la rhétorique, l'épisode en cours manifestait la permanence d'un « véritable danger » dont on ne peut sortir que par la résolution effective de la paix dans la péninsule coréenne 60 ans après la signature de l'armistice qui mit un terme aux seuls combats. Selon notre parti : « Il est possible de résoudre la question des relations inter-coréennes et de la sécurité commune à partir de la nécessité d'un Traité de paix fondé sur la garantie des souverainetés, sur le retrait des bases étrangères, sur le respect mutuel et des mécanismes de confiance ». Cette confiance ne saurait se fonder sans « s'engager résolument pour la non-prolifération nucléaire et le respect du Traité de non-prolifération – par tous, à commencer par les membres permanents du Conseil de sécurité. Ceci signifie l'exigence d'un désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé, et notamment la dénucléarisation de la péninsule coréenne ». Dans cette perspective, la France, celle du changement maintenant, pourrait contribuer « à briser l'escalade des menaces et empêcher tout recours à la force, par un engagement clair de concertation multilatérale et de règlement politique à la hauteur des problèmes légués par des dizaines d'années de confrontation stratégique ».

* L'analyse de cet épisode, dans tous ses aspects, tant l'établissement des faits matériels du « naufrage » que les implications géopolitiques régionales, voire mondiales, est minutieusement déroulée par Patrice Jorland dont l'article pour la Fondation Gabriel Péri peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/article_a1130.pdf, sous le titre « Le naufrage de la Paix céleste » car tel est en français le sens du mot « cheonan ».

Tunisie

leçons d'un voyage

S'il y avait une première leçon à tirer du voyage de Pierre Laurent en Tunisie à l'occasion du Forum social mondial*, ce serait que, dans ce pays en crise, tout reste ouvert. Les rencontres avec les responsables de formations politiques, d'associations, et des personnalités, ont mis en évidence la crise sociale et politique que traverse le pays. Cette crise plonge ses racines dans une politique menée aujourd'hui par la Troïka au pouvoir, éloignée des attentes populaires exprimées lors de la Révolution, tant dans le domaine social que démocratique.

Les élections législatives d'octobre 2011, qui ont donné la première place au Parti Ennahda, ne reflètent pas la réalité des rapports de force dans le pays. La division des forces de gauche, l'éparpillement dû à la multiplication de petites listes, et le niveau élevé d'absentions après des années de privations démocratiques, se sont traduits par l'élection d'une Assemblée nationale à dominante islamique. Depuis, cette crise politique n'a fait que s'accroître du fait des reports successifs des élections, de l'absence de consensus sur la Constitution, aggravées par une situation économique et sociale frappant les plus pauvres, les couches moyennes et la jeunesse. Enfin, les menaces contre les droits des femmes, les attaques contre l'UGTT et la montée de la violence contre les opposants au régime qui a culminé avec l'assassinat de Chokri Belaïd, ont été mises en échec grâce à une mobilisation populaire, démocratique et pacifique.

Pour autant, devaient confirmer nos interlocuteurs, les problèmes de fond demeurent et restent sans réponse. Dès lors, comment aider ? C'est la question posée par Pierre Laurent à l'occasion de ces rencontres. D'abord, en informant de la réalité des luttes sociales et politiques dans ce pays. Ensuite, agir de façon à ce que l'Union européenne et la France tirent les leçons de leur politique passée à l'égard de la Tunisie.



Faut-il poursuivre sur la même voie qu'auparavant ou ouvrir un chapitre nouveau des relations entre nos deux pays ? Le voyage programmé de François Hollande à la mi-mai devrait être l'occasion de faire un acte significatif concernant la dette de la Tunisie à la France héritée de l'ancien régime en transformant une partie de celle-ci en aide au développement et en soutenant l'idée d'un audit. Pour l'Union européenne, continuer sur la voie d'accords d'association à dominante libérale ne peut conduire qu'à aggraver la situation de dépendance et d'appauvrissement de ce pays. Ainsi le projet d'un nouvel *Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA)*, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande intégration de la Tunisie dans l'économie européenne, suscite de nombreuses inquiétudes. Ce nouvel accord irait beaucoup plus loin que ceux en cours, ouvrant grand la porte aux géants de l'économie européenne.

Que pourrait peser l'économie tunisienne et la souveraineté du pays face à de telles offensives ? C'est aux Tunisiens eux-mêmes de trouver leur propre chemin. Face à un pouvoir religieux et libéral au plan économique, la gauche tunisienne a de grandes responsabilités. Une grande partie d'entre elle se retrouve au sein du Front populaire, nouvelle coalition regroupant une douzaine de formations et d'associations. D'autres font un choix différent et participent à un rassemblement allant du centre gauche à des formations de droite, cherchant à élargir le champ d'opposition face au pouvoir islamique. Les associations de femmes, de journalistes, d'avocats, d'étudiants sont mobilisées face à toute remise en cause de libertés acquises, et l'UGTT met sa force au service du progrès social et de la démocratie.

Au sein du pouvoir, ses différentes composantes ont les yeux fixés sur les prochaines élections présidentielles et législatives prévues pour la fin de l'année. Tous ces rassemblements ne sont pas exempts de contradictions, ce qui laisse prévoir d'autres recompositions à venir. Ce qui est certain, c'est qu'il existe en Tunisie les forces nécessaires pour permettre d'engager ce pays dans une transition démocratique et sociale voulue par son peuple. C'est la deuxième leçon à tirer de ce voyage qui nous incite encore à une plus grande solidarité avec les forces progressistes tunisiennes.

Patrick Margaté
Monde arabe

* La délégation du PCF a séjourné en Tunisie du 28 au 30 mars. Elle était conduite par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, avec notamment Lydia Samarbaksh, responsable aux Relations internationales et Patrick Margaté, commission Monde arabe.

Europe du Sud

les peuples disent Non aux mémorandums d'austérité

Les décisions prises par l'UE concernant Chypre révèlent une nouvelle escalade dans l'autoritarisme pour imposer aux peuples européens – dans le cadre du Pacte de stabilité budgétaire – une gouvernance économique marquée par un ultralibéralisme exacerbé, dont les conséquences sont dramatiques pour la démocratie, les droits des travailleurs et les souverainetés populaires. Les peuples de Grèce, d'Irlande, du Portugal et d'Espagne en subissent déjà les dures conditions imposées par les mémorandums d'austérité de l'UE et du FMI : baisse des salaires et désindustrialisation, démantèlement de l'état social (services publics, retraite, santé, éducation), privatisations enfoncent ces pays dans l'appauvrissement et la régression sociale généralisés.

À Chypre, les dirigeants européens, avec leurs hommes de mains de la Troïka, ont voulu aller encore plus loin. Après avoir tenté de spolier l'ensemble des épargnants, ils ont exercé un chantage inouï au blocus financier du pays, si leurs conditions drastiques pour un renflouement des banques chypriotes n'étaient pas acceptées. Ils ont ainsi imposé une réforme structurelle de l'ensemble du secteur financier et un mémorandum d'austérité qui vont avoir de lourdes conséquences pour l'économie, l'emploi et l'avenir même du pays. Un véritable coup de force accepté par la droite sans que le Parlement n'ait eu à se prononcer*.

Avec AKEL, le parti des communistes chypriotes, un large mouvement populaire de gauche se mobilise désormais pour exiger le rejet de l'accord entre le gouvernement de droite et l'Eurogroupe. Le mémorandum d'austérité de l'UE et du FMI va entraîner, en effet, des sacrifices énormes pour le peuple chypriote : chômage, récession, baisse des salaires, fermeture massive de petites et moyennes entreprises, privatisations, détérioration des fonds sociaux (on prévoit une diminution du PIB du pays de 12,5% en deux ans). Une véritable offensive néocoloniale (comme l'a défini AKEL), est en cours, qui vise à saper la souveraineté du pays en plaçant à terme, sous contrôle de la troïka et des monopoles européens, l'économie et les énormes réserves de gaz récemment découvertes dans la zone économique exclusive de la République de Chypre.



AKEL fait un certain nombre de propositions pour trouver des solutions aux difficiles problèmes posés au pays. Elles passent d'abord par le rejet du mémorandum et la mobilisation contre les privatisations, le refus du cadre imposé par la troïka et des conditions imposées par le Mécanisme de stabilité, la consultation du peuple par référendum.

Ces exigences rejoignent celles qui s'expriment dans les mobilisations des peuples du Sud de l'Europe à travers l'émergence de larges mouvements politiques et sociaux qui refusent de se laisser entraîner dans l'engrenage ravageur de l'austérité, de la régression sociale, des diktats de l'UE et du FMI, et tentent de se construire comme alternative politique majoritaire à des gouvernements très largement délégitimés. Ces mouvements où la gauche de transformation sociale – notamment au sein du Parti de la gauche européenne – tient une place importante sont porteurs des aspirations populaires à une profonde régénérescence démocratique. Ils sont porteurs également de revendications fortes y compris dans leur prolongement européen, pour s'opposer au Pacte budgétaire européen et aux politiques qui en découlent : la mise en coupe réglée des services publics, les privatisations, la casse des droits du travail, de la protection sociale et du système éducatif, pour aller vers un audit, une restructuration des dettes, annulant leur part illégitime.

Des convergences fortes grandissent pour exiger de profondes ruptures avec les traités actuels de l'UE qui bafouent la souveraineté populaire, en mettant en chantier un pacte de progrès social et démocratique qui assure, notamment, la maîtrise publique des secteurs stratégiques de l'économie et du système financier et élargisse les droits des travailleurs et des citoyens.

José Cordon
Europe

* La version finale du plan de renflouement, convenue par le gouvernement chypriote avec l'UE et le FMI, devrait néanmoins être présentée dans quelques semaines au Parlement chypriote, en vue d'un vote très incertain...

Traité sur le commerce des armes une norme internationale mais *a minima*

Le Traité sur le commerce des armes (TCA) est l'aboutissement d'un long processus impulsé par la société civile. Ce traité est le premier à réglementer au niveau mondial le commerce des armes conventionnelles, en se fondant sur le droit international humanitaire et relatif aux droits de l'Homme. Si l'existence d'une norme internationale en la matière est positive, il convient de garder à l'esprit qu'elle est *a minima*.

Les États parties s'engagent à ne pas exporter d'armes si elles peuvent être utilisées pour commettre des violations graves des droits humains, des actes de terrorisme ou tomber dans les mains du crime organisé. Ils devront, dans un souci de plus grande transparence, rendre publiques leurs ventes d'armes chaque année à l'ONU. Le TCA fait entrer dans son champ d'application une partie notable des armes conventionnelles¹, mais exclut les drones. Il ne comporte aucun outil de contrôle et de vérification. Les États ne rapportent sur leurs ventes qu'*a posteriori*. Il n'y a aucun mécanisme de sanctions.

Celui-ci contribue surtout à harmoniser le marché et organiser la concurrence. Les États-Unis sont le pays «normatif» en la matière, leur industrie va s'en trouver boostée. Ils avaient aussi refusé catégoriquement que les munitions (dont ils sont le premier fabricant et fournisseur au monde) soient incluses dans le TCA. Ils ont obtenu gain de cause, car les munitions à l'im-

port n'entrent pas dans le périmètre du traité. À l'export oui, mais les États-Unis resteront donc décideurs. Cela s'inscrit dans la logique globale du TCA qui se fonde uniquement sur l'avis des pays exportateurs, seuls juges de la possibilité et de la légitimité d'une transaction.

Les accords de coopération militaire non plus ne sont pas concernés, ainsi les ventes d'armes dans le cadre de la plupart des conflits actuels vont pouvoir continuer.

Le traité n'a pas pu être adopté à l'unanimité par la Conférence du TCA car trois États ont bloqué : Iran, Syrie et Corée du Nord. Ils ont fait l'objet de vives critiques, leur bilan en matière de respect des droits humains étant catastrophique, et ils sont tous trois sous le coup de sanctions internationales notamment d'embargo sur les armes.

Le traité a donc été voté, à défaut, par l'AG ONU le 3 avril², avec 154 pour, 3 contre (Iran, Syrie, Corée du Nord) et 23 absentions, dont Chine, Russie et Inde, c'est à dire trois pays parmi les principaux acteurs du commerce mondial des armes et deux pays membres permanents du Conseil de sécurité. Ces abstentions affaiblissent sensiblement le traité.

Il y a des déficiences réelles dans les contenus du traité, qui favorisent clairement les pays puissants, creusant toujours la même fracture politique dans l'élaboration du droit. Si le TCA avait été adopté à l'unanimité des 193 membres de l'ONU à la Conférence, il aurait été porteur d'un élan considérable. Le symbole d'un processus multilatéral réussi aurait éclipsé les lacunes du texte.

De nombreux États ont sincèrement exprimé, à travers leur vote, que les intérêts économiques, politiques ou de souveraineté ne doivent pas entraver la possibilité d'un monde plus sûr et moins conflictuel. Mais ce traité, avec ses injustices et l'inégalité structurelle qu'il perpétue, objectivement n'améliorera guère la sécurité des populations dans le monde. Il ne peut au mieux que réduire un peu les effets dévastateurs du commerce débridé des armes sur la paix, la sécurité et le développement. S'il a un impact, celui-ci se mesurera à long terme. Dans l'immédiat, une limitation juridique au commerce des armes n'empêchera pas le trafic. La crise syrienne dans laquelle, malgré un embargo, affluent des milliers de tonnes d'armes de tous côtés, montre que l'essentiel reste l'engagement pour le règlement politique des conflits.

Claire Chastain

Paix-désarmement-sécurité

SUGGESTIONS DE LECTURE

Changer d'Europe

Élisabeth Gauthier, Marie-Christine Vergiat, Louis Weber.
Éditions du Croquant. Avril 2013

La Révolution des casseroles

Jérôme Salski. Éditions La contre allée. 2012

Le ventre est encore fécond

Dominique Vidal. Éditions Libertalia. Mars 2013

L'or noir du Nigéria.

Pillages, ravages écologiques et résistances

Xavier Montanya. Éditions Agone, Collection dossiers noirs
coéditée avec l'association Survie.

Dans la riche zone pétrolière du delta du Niger, Shell ou Total opèrent en dehors de tout respect des droits humains. Après cinquante ans d'exploitation sauvage et de marées noires, l'air, les sols et les cours d'eau sont empoisonnés. Les nombreuses résistances, pacifiques ou armées, des populations locales privées de leurs terres et de leurs moyens de subsistance se heurtent à une sanglante répression menée par les compagnies pétrolières et l'armée nigérienne.

Le Nigéria, premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, est un cas extrême mais exemplaire pour saisir l'ampleur du désastre engendré par l'extraction intensive des ressources naturelles dans les pays africains, et comprendre les causes, ses acteurs et ses enjeux.

1. Tanks, véhicules blindés de combat, armes de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, vaisseaux de guerre, missiles et lance-missiles, armes légères et de petit calibre.

2. À partir de juin, le TCA est ouvert à signature et ratification. Il entrera en vigueur lorsqu'il comptera 50 États-parties.

Turquie négociations historiques

Les négociations engagées entre le gouvernement de Turquie et les représentants du peuple kurde confirment Abdullah Occalan comme l'interlocuteur incontournable. La communauté internationale soutient. Il ne faudrait pas que la France reste à la traîne en instrumentalisant les militants kurdes sur le sol français à des fins économiques et politiques. L'accord de coopération policière reste à annuler.



Palais de justice de Paris, 23 avril. Dans ce lieu important, nous avons rendez-vous pour assister au verdict rendu dans le procès en appel qui jugeait 18 militants kurdes et le centre culturel Ahmet Kaya à Paris. Nous sommes au « Pôle 8 » où sont jugées les affaires de « grande criminalité organisée ». On peut difficilement faire plus grave, mais cela ne nous surprend pas, puisque les militants kurdes opposants au régime actuel de Turquie sont arrêtés par la police française au nom de leur rôle dans le soutien financier et de propagande à une organisation encore déclarée terroriste*, le PKK.

Alors que de lourdes peines avaient été requises, il a été prononcé les sursis pour tous, l'annulation des arrestations ainsi que l'ajournement des peines de prison. Il faut croire qu'il n'y avait donc pas grand-chose comme preuves, ce que les avocats avaient démontré tout au long du procès. « Les dossiers sont vides », s'obstinaient-ils à démontrer. Ces conclusions rendent d'autant plus incompréhensible la fermeture du Centre culturel Ahmed Kaya de Paris, aux motifs qu'il aurait constitué un soutien aux activités « terroristes » du PKK.

Ces décisions ne doivent pourtant pas masquer l'aveugle obstination avec laquelle se poursuivent les arrestations et les procès contre ces démocrates et leurs associations dans notre pays. Depuis 2007, 256 personnes ont été incarcérées puis relâchées sous contrôle judiciaire. Il nous faut bien hélas constater qu'à chaque venue d'un ministre turc, des opposants kurdes sont arrêtés, comme encore au mois de mars dernier à Bordeaux et Toulouse.

L'appel lancé par Monsieur Occalan le 21 mars dernier « à poser les armes, en vue d'un retrait de la Turquie » pour « laisser place à la lutte politique » dans ce pays, a été considéré comme historique. Prises cette fois au sérieux par l'ensemble de la presse turque et la communauté internationale, les négociations pour une issue politique sont engagées, entre le leader du PKK, les député-e-s du BDP et l'AKP du gouvernement

d'Erdogan. L'AKP a proposé « une commission pour évaluer le processus de résolution » dont la composition est malgré tout assez discutée... Ces négociations, si elles s'avéraient fructueuses, pourraient conduire à la rédaction d'une nouvelle constitution et à la définition d'un nouveau régime politique.

Mais ce processus se trouve noirci par des arrestations qui se poursuivent dans le pays. Le 7 avril dernier, Sélahattin Dermitas, co-président du BDP, revenant de la quatrième délégation du BDP avec Occalan, a déclaré que le PKK était « mécontent de la manière dont le gouvernement traite ces négociations ». Notre camarade a aussi tenu à préciser qu'« il ne s'agit pas de confiance dans le gouvernement, mais d'un soutien aux espoirs de paix et de démocratie du peuple ».

Cette région du Kurdistan représente aujourd'hui un enjeu scruté par beaucoup, tenant compte de sa position stratégique régionale. Les problèmes croisés de la Syrie qui risque l'éclatement, l'Irak et l'Iran, il devient préférable d'avoir une Turquie davantage stable et des Kurdes qui ne reviennent pas à leurs premiers rêves d'un Kurdistan autonome. Malgré la « guerre totale » promise et menée contre les Kurdes par Erdogan, celui-ci se trouve en échec face à la résistance de tout un peuple qui ne plie pas et ne pliera pas pour la reconnaissance de ses droits culturels et politiques.

Dans ce contexte, les États-Unis se sont félicités du processus engagé. De leur côté, l'Allemagne et la France viennent de renforcer leur soutien aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, alors que celle-ci attend toujours l'assouplissement de certaines lois anti-terroristes considérées comme liberticides dans ce contexte même des négociations. **L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) vient d'adopter de façon très majoritaire une approche plus « neutre » à l'égard du conflit kurde, qualifiant dorénavant non plus de « terroristes » mais « d'activistes » les membres du PKK et leur leader M. Abdullah Occalan.** Cette décision rend encore plus urgente le retrait du PKK de la liste des organisations interdites d'Interpol.

Ainsi donc, la reprise de dialogue entre la France et la Turquie, que motive aussi la volonté de regagner les parts de marchés affaiblis les dernières années, ne doit pas se traduire par l'instrumentalisation des Kurdes en France, aux prix de la chasse contre les opposants au régime d'Erdogan. La France s'honorerait beaucoup d'imaginer d'autres « cadeaux » à offrir à ses amis. Le projet de coopération policière anti-kurde entre la France et la Turquie doit pour toutes ces raisons être annulé.

Sylvie Jan
réseau PCF/Kurdistan

lien pétition annulation accord de coopération policière France-Turquie : international.pcf.fr/37230

Palestine

appel des maires pour la libération des prisonniers politiques et le respect des résolutions de l'ONU

4 800 Palestiniens sont actuellement détenus dans les prisons israéliennes pour des faits de résistance dans les territoires occupés. Environ 300 d'entre eux sont en détention administrative, une mesure qui autorise une détention de six mois sans jugement, sans preuve, sans avocat, et renouvelable à l'infini.



Fait unique au monde, 27 députés palestiniens sont en prison. Parmi eux, Marwan Barghouti, enfermé depuis 11 ans et condamné par un tribunal militaire d'occupation 5 fois à la prison à vie et à 40 ans de sureté. 527 autres prisonniers ont été condamnés à vie et à ce jour, 111 ont passé plus de 20 ans en prison.

Selon l'Unicef, chaque année, ce sont environ 700 enfants palestiniens de 12 à 17 ans qui sont en détention. À partir de 14 ans, ils peuvent être condamnés jusqu'à 10 ou 20 ans de prison pour jet de pierre.

Actuellement, 12 femmes palestiniennes sont détenues dans des conditions particulièrement difficiles du fait qu'elles sont isolées au milieu de prisonnières israéliennes de droit commun.

Pour résister aux mauvais traitements qui leur sont infligés (isolement, expérimentations médicales, refus d'hospitalisation pour des maladies graves, détentions arbitraires, transferts de prison pour briser les solidarités, confiscation des objets personnels, annulation des visites des familles bloquées aux checkpoint...) les prisonniers palestiniens n'ont d'autre recours que la grève de la faim. C'est ce que 2 000 d'entre eux ont fait au printemps 2012 avec comme principale revendication la libération des prisonniers en détention administrative. Le 14 mai 2012, l'administration pénitentiaire avait du consentir à un accord mais, en février 2013, le porte parole du ministère des Affaires étrangères de la France, Philippe Lalliot, a exprimé sa « préoccupation » devant l'aggravation de l'état de santé de 4 Palestiniens observant une grève de la faim depuis plus de 30 jours. Le 16 février 2013, le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a appelé Israël à respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'Homme.

201 prisonniers sont décédés en prison depuis 1967, et, comble de cruauté, les corps ne sont rendus aux familles qu'après extinction de la peine.

Dans les territoires occupés de Cisjordanie et à Gaza, quasiment toutes les familles palestiniennes ont des maris

ou des fils qui ont subi des peines d'emprisonnement, souvent à plusieurs reprises. Cette violence institutionnalisée de la politique carcérale des autorités israéliennes n'a d'autre but que de chercher à briser la résistance de toute une société et à étouffer les aspirations légitimes d'un peuple à disposer d'un État souverain.

Nous, Maires de villes de France, exprimons notre profonde indignation devant de telles pratiques répressives de la part d'un État qui se prétend démocratique. La sécurité d'Israël ne pourra jamais être acquise en jetant en prison tous ceux qui s'opposent à l'extension des colonies ou à la poursuite de l'édification du mur d'annexion en Cisjordanie, à la destruction des maisons palestiniennes dans Jérusalem Est ou au blocus de Gaza. Depuis 65 ans, les Palestiniens attendent la création d'un État aux côtés de celui d'Israël conformément aux engagements de la communauté internationale. La création de cet État, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, est la solution incontournable pour parvenir enfin à instaurer une paix durable dans cette région du monde. Israël maintient en prison des dirigeants, comme Marwan Barghouti, capables de rassembler le peuple palestinien autour de cette idée simple «deux peuples, deux Etats». Leur libération permettrait de donner une chance à la paix et d'ouvrir de véritables négociations sous l'égide de la communauté internationale. C'est notre attachement à la Paix et aux droits des peuples, en particulier lorsqu'ils sont légitimés par les résolutions de l'ONU, qui nous amène à exiger la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens. Nous faisons appel aux autorités françaises et européennes pour engager les sanctions économiques contre l'État d'Israël, telles qu'elles sont prévues en cas d'atteintes aux droits de l'homme.

Nous, Maires de villes de France, appelons nos concitoyens à prendre part à une grande mobilisation pacifique et citoyenne pour exiger que s'ouvrent les portes des prisons israéliennes et que, dans la continuité de l'admission de la Palestine à l'ONU à titre d'État observateur, les Palestiniens puissent enfin vivre, circuler, étudier, travailler librement dans un État viable, indépendant et souverain.

Premiers signataires :

- Michel Beaumale, Maire de Stains (93)
- Gilles Poux, Maire de La Courneuve (93)
- Jacques Bourgoin, Maire de Gennevilliers (92)
- Pierre Gosnat, Maire d'Ivry-sus-Seine (94)
- Françoise Baud, Maire de Valenton (94)
- Franck Demaumont, Maire de Chalette sur Loing (45)
- Jean-Pierre Bosino, Maire de Montataire (60)
- Nicolas Garcia, Maire d'Elne (66)
- Christophe Faverjon, Maire d'Unieux (42)
- Gilles Leproust, Maire d'Allonnes (72)
- Alain Outreman, Maire d'Achères (78)
- Michel Lefebvre, Maire de Douchy-les-Mines (59)

**COLLECTIF NATIONAL POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE
ENTRE PALESTINIENS ET ISRAËLIENS**

campagne Orange



Monsieur le Président de France Télécom,

J'ai été informé que France Télécom Orange a signé un accord de partenariat avec la société israélienne PARTNER, qui installe des relais téléphoniques pour l'armée et les colons israéliens dans les territoires palestiniens occupés.

France Télécom se rend ainsi complice de la colonisation et de l'occupation israélienne de la Palestine.

Au nom du droit international, je vous demande de dénoncer cet accord avec Partner.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal - Ville :

Signature

Monsieur Stéphane RICHARD
Président de France Télécom-Orange
6 Place Allera
75015 Paris

Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens

Monsieur, Madame,

J'ai été informé que France Télécom Orange a signé un accord de partenariat avec la société israélienne PARTNER, qui installe des relais téléphoniques pour l'armée et les colons dans les territoires palestiniens occupés.

France Télécom se rend ainsi complice de la colonisation et de l'occupation israélienne de la Palestine.

Au nom du droit international, nous demandons à France Télécom-Orange de dénoncer son accord avec Partner.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre cette requête au Président de France télécom.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal - Ville :

Signature

Monsieur ou Madame le responsable
de l'agence France télécom-Orange
de

Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens

MEETING EUROPÉEN DU 10 AVRIL À MARTIGUES

extraits du discours de Pierre Laurent

L'austérité est une impasse cruelle. Il y a des pays dans l'Europe – la Grèce, la Hongrie et d'autres – qui connaissent à nouveau des problèmes de malnutrition dignes de pays en voie de développement.

L'Europe d'aujourd'hui, c'est la récession [...]. Il n'y a nulle part [...] de redressement des comptes publics, mais exactement l'inverse. Dans tous les pays, il y a une explosion de la dette publique.

L'austérité est un engrenage criminel. Si nous ne l'arrêtons pas, chaque pays, l'un après l'autre, deviendra une proie pour les financiers. C'est ce qui vient de se passer à Chypre.

À Chypre, sachez-le, il y avait un président de gauche, un président communiste, Dimitris Christofias, qui, quand la crise bancaire a commencé à déferler sur son île à cause des banques grecques, s'est battu pied à pied contre l'Union européenne pour un plan de sauvetage qui épargne le peuple chypriote. Pendant 18 mois, l'Union européenne a refusé tous les plans proposés par le gouvernement chypriote et a entrepris de le déstabiliser. [...] Après l'élection d'Anastasiades, le nouveau président de droite, ils se sont sentis tout permis. Ils ont proposé le plan que vous connaissez : aller piquer directement dans les comptes bancaires de tous les Chypriotes. Le tollé a été tellement grand à Chypre et dans toute l'Europe, qu'au parlement chypriote, qui venait pourtant de basculer à droite, il n'y a pas eu une seule voix pour l'adopter. Mais comme ils

se moquent des parlements, dix jours plus tard, ils ont imposé un autre plan tout aussi cruel [...] Voilà comment ils considèrent la démocratie.

Aujourd'hui, l'Union européenne vient de décider de faire rentrer dans ce qu'ils appellent la « procédure de déficit excessif » la Slovaquie et l'Espagne. [...] Si nous n'arrêtons pas cette machine en France et en Europe, tout le monde y passera. Il faut stopper au plus vite l'austérité.

Trois ministres de la France viennent de le reconnaître, à leur manière. [...] Mais le président, ce matin, à la sortie du Conseil des ministres, a dit : « Il n'y aura pas d'autre voie. Nous gardons le cap ». Or continuer dans cette voie, ce n'est pas seulement appliquer l'austérité, c'est donner du pouvoir aux marchés financiers.

Pourquoi l'Assemblée nationale vient de voter la loi de transposition de l'ANI ? Pourquoi est-ce qu'on parle de raboter les allocations familiales, de remettre le couvert sur les retraites ? Précisément parce que les marchés financiers continuent d'exercer le même chantage ; et que plus nous leur donnons des gages, et plus ils en voudront.

[...]

Certains rendent hommage ces jours-ci, à Margaret Thatcher. [...] Mais Margaret Thatcher, c'est l'Europe des égoïsmes, de la casse des droits syndicaux, de l'OTAN, de la guerre des Malouines. Margaret Thatcher, c'est l'Europe des privatisations, de l'ultrali-





Pierre Laurent, 10 avril, Martigues

béralisme, de l'autoritarisme. [...] C'est elle qui a inventé cette formule incroyable et suicidaire en démocratie : « Il n'y a pas d'alternative », « There is no alternative ». [...] Tous les maux dont souffre l'Europe trouvent leurs racines dans le dogmatisme de Margaret Thatcher et de tous ceux qui depuis, ont fait école, avec elle.

[...]

Cahuzac, une affaire isolée ? Nous avons invité une députée grecque de Syriza, Zoi Konstantopoulou, qui malheureusement n'a pas pu être là parce qu'elle est membre d'une commission du Parlement grec, que tout le monde appelle la « commission Lagarde ». C'est la commission qui épluche la liste des évadés fiscaux grecs. Et ce soir, la commission auditionnait George Papandréou, l'ancien premier ministre du Passok. [...] En Espagne, on parle beaucoup d'une autre liste – qui est d'ailleurs la même –, la liste Falciani, celle des 3000 contribuables qui ont fraudé à l'échelle européenne. Faites le tour des pays d'Europe, et vous verrez que des listes, il y en a partout. Parce que c'est une affaire de système.

L'évasion fiscale frauduleuse et l'évasion fiscale « légale » sont les deux faces d'une même pièce. Cette évasion fiscale légale, il faut en parler. Quand on baisse systématiquement les taux d'impôts sur les sociétés, on appelle ça comment si ce n'est de la fraude fiscale organisée à grande échelle ? Le taux d'impôt sur les sociétés en France est officiellement de 33%. Mais les entreprises du CAC40 ne payent que 8% et les PME 24%.

[...]

C'est un système qui est bien organisé, dans lequel on peut reporter les déficits d'une filiale à l'autre, d'un pays à l'autre. [...] Nous étions tout à l'heure avec les salariés de Kem one, anciennement Arkema. Et bien vous savez sur quoi butte la discussion avec le gouvernement ? C'est sur la réintégration de la filiale « Kem one trésorerie ». Il y a un problème, parce c'est dans cette filiale que Gary Klesh, qui est un truand financier sans projet industriel, a mis son argent. C'est là qu'il a mis son pognon pour le faire remonter jusqu'à un paradis fiscal, à Jersey. Et les camarades nous disent : « Comment se fait-il que nous, les ouvriers, sachions où et comment sort l'argent, et qu'au ministère, personne n'est capable d'attaquer Gary Klesh ? »

[...]

Parlons de Bernard Arnault, qui veut déménager sa fortune personnelle en Belgique. 20 milliards d'euros ! Parlons de ce qu'il a déjà transféré en Belgique. 15 milliards d'euros d'actifs de LVMH, à travers 12 sociétés

et une fondation. Il faut mesurer les ordres de grandeur. 35 milliards de Bernard Arnault transférés en Belgique. La totalité de l'impôt perçu en France sur les sociétés est de 40 milliards d'euros. Et le gouvernement vient de leur faire un cadeau, avec le pacte de compétitivité, de 20 milliards d'euros. Et après on nous dit qu'il manque de l'argent et qu'il faut l'austérité ! Non, il faut aller rechercher ce pognon qui nous appartient, pour le mettre au service de la collectivité.

[...]

La seule solution dans cette situation, c'est que toutes les forces du changement reprennent le chemin de la mobilisation en France et en Europe. [...] Voilà pourquoi nous avons décidé, sur ce mot d'ordre simple et clair « contre l'austérité et la finance, grande marche citoyenne pour la 6e République », d'appeler toutes ces forces à joindre leurs énergies le 5 mai prochain à Paris. [...] Il faut que les élus et les citoyens se lèvent ensemble pour reconquérir la souveraineté et les droits.

[...]

Ce travail, il faut le mener d'un autre mouvement avec nos amis européens. [...] Nous devons construire des objectifs communs. Il faut une conférence européenne sur la dette pour dire qu'une grande partie de la dette qu'ils essayent de nous faire payer est illégitime. Nous voulons reprendre le contrôle sur le système bancaire dans chacun de nos pays en nationalisant les banques et en changeant les critères du crédit, en changeant le rôle de la banque centrale européenne pour la mettre au service de l'émancipation sociale, humaine, solidaire et écologique.

Nous voulons changer cette arme fantastique que pourrait constituer l'euro et qui aujourd'hui est mise au service du capital. Oui, l'euro peut être une arme de solidarité permettant de coopérer, y compris avec l'Amérique latine, qui cherche elle aussi les moyens de son indépendance par rapport au dollar américain, avec d'autres grands pays qui dans le monde, cherchent aussi leur voie d'émancipation. Car nous ne sommes pas les seuls en Europe, à être confrontés à cela.

Il faut tisser des passerelles avec le monde, avec l'Amérique latine avec l'Asie, avec l'Afrique, avec la Méditerranée. [...] Oui, nous sommes des internationalistes !

Et cette bataille européenne, nous allons à nouveau lui donner de la force les 7 et 8 juin prochains dans un Altersummit européen qui se tiendra à Athènes avec toutes les forces syndicales, citoyennes, associatives, politiques disponibles.

ÉLECTIONS AU VENEZUELA une nouvelle étape pleine de défis

Nicolas Maduro, candidat des forces progressistes, est le nouveau président du Venezuela après une courte campagne électorale face au candidat de l'opposition unie Henrique Capriles. Comme prévu, dans un premier temps, ce dernier s'est refusé à reconnaître le résultat annoncé par le Conseil national électoral dans une tentative de créer un climat d'instabilité. Le candidat de la droite, qui a participé activement au coup d'État de 2002 contre Hugo Chavez, est un habitué de ce genre d'opérations.

Le résultat de cette élection n'est contesté par aucun des observateurs internationaux. L'Unasur et la Fondation Carter ont certifié la validité du scrutin. Le vote électronique au Venezuela est considéré comme l'un des plus fiables au monde. À la fin du scrutin, 54 % des votes sont aussi dépouillés manuellement et comparés avec les résultats informatisés. En réponse aux plaintes de l'opposition, le Conseil national électoral a accepté de recompter 44 % des suffrages, mais en aucun cas le résultat final ne pourra être inversé.

L'opposition concentre depuis ses efforts sur une campagne de discrédit de cette élection, en essayant de maintenir la tension attisée par des actes graves de violence et l'envoi d'une délégation de la Coalition MUD en Europe qui aura toutefois bien du mal à prouver l'existence d'une fraude. Henrique Capriles lui-même a finalement reconnu publiquement qu'il ne remet pas en cause la victoire de Nicolas Maduro, mais qu'il considère l'élection comme illégitime car entachée d'irrégularités. Il espère probablement pouvoir appeler à un referendum révocatoire d'ici trois ans, tel que la Constitution vénézuélienne le dispose.

L'opposition – la droite, la vieille social-démocratie et le patronat unis – reste forte et reçoit le soutien des États-Unis et de la droite européenne. Elle s'attaque au gouvernement avec le sabotage de l'économie et par la manipulation médiatique ; le secteur privé représente encore 58% de l'économie et 70% des médias sont entre les mains des opposants.

Les transformations lancées par Hugo Chavez en 1999 ont eu lieu dans une confrontation constante avec une

opposition qui ne se résigne pas à la perte du pouvoir. Les nationalisations des secteurs stratégiques, la réforme agraire, la prise de contrôle d'entreprises dans le secteur alimentaire, l'amélioration indiscutable des conditions de vie et les avancées de la démocratie participative et de la conscience politique des couches populaires, font partie des grands changements historiques de ce pays.

Certains aliments de base disparaissent des rayons des supermarchés, faisant grimper les prix. Une bonne partie des importations et distributions des denrées est sous le contrôle des grandes entreprises. Ces carences ont été utilisées par l'opposition pendant cette campagne électorale ainsi que l'insécurité, problème réel qui reste l'une des conséquences de la période néolibérale.

Malgré ces attaques, le Venezuela avance et est aujourd'hui l'un des pays les moins inégalitaires du continent.

Dans ce contexte de lutte de classes, les meilleurs atouts de la révolution bolivarienne demeurent la démocratie, la participation et l'organisation des classes populaires pour continuer à imposer de nouvelles avancées, les droits nouveaux pour les travailleurs et ses relations de coopération avec ses voisins. Une bonne partie de son dynamisme vient de la créativité dans la recherche de stratégies de développement, ce qui a donné une forte impulsion à des formes de propriété coopératives et communales qui sont aussi des sources d'emploi. Le défi majeur reste la nécessité de la diversification de l'économie pour ne plus dépendre des exportations des ressources non renouvelables et l'élargissement de la majorité politique à une partie de la société qui reste sensible aux arguments trompeurs de la droite.

Une délégation du PCF, conduite par son secrétaire national Pierre Laurent, se rendra au Venezuela le mois prochain pour apporter la solidarité des communistes français au peuple vénézuélien, à son nouveau président et aux forces de la gauche amies de ce pays.

Obey Ament
Amérique latine

COLOMBIE

la société colombienne veut une paix durable

Le PCF a voulu apporter son soutien aux mobilisations pour la paix en Colombie en s'associant au Parti communiste colombien pour organiser, le 9 avril, une soirée de solidarité avec la participation de Marie-Christine Vergiat, députée de la Gauche unitaire européenne, Maurice Lemoine, journaliste et auteur du livre *Sur les eaux noires du fleuve* et Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales du PCF.

La grande marche nationale pour la paix qui a eu lieu le 9 avril restera un grand moment de l'histoire de la Colombie.

Des milliers de personnes, forces politiques, syndicats, des mouvements sociaux et indigènes ont convergé dans des marches dans toute la Colombie pour affirmer leur aspiration à une paix durable qui mette fin à un demi-siècle de conflit armé.

Cette marche historique a été un appel aux représentants des FARC et du gouvernement qui participent aux dialogues et négociations à La Havane.

Le contexte régional est propice à la paix. Le président Juan Manuel Santos sait qu'il ne peut pas s'isoler de la dynamique d'intégration économique et politique qui a gagné l'Amérique du sud sous l'impulsion des gouvernements progressistes. Il sait qu'il lui faut la paix et la stabilité pour faire avancer ses projets d'insertion dans la mondialisation capitaliste et pour pouvoir recevoir les investissements qui visent l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre des accords de libre échange signés avec les États-Unis et l'Union européenne. C'est une stratégie différente de celle de l'ancien président d'extrême-droite Alvaro Uribe qui privilégiait l'issue militaire et excluait toute négociation.

Le peuple colombien a aussi ses propres raisons pour gagner la paix : il veut mettre fin à un conflit qui a coûté 600 000 morts, plus de 60 000 disparus, plus de quatre millions de paysans déplacés sous la menace des groupes paramilitaires. Il veut une paix durable qui ne sera possible qu'avec une restitution juste des terres, des garanties pour l'exercice de la démocratie sans la menace constante des groupes d'extrême droite et avec la reconnaissance des droits des victimes et le refus de l'impunité pour les crimes de lèse humanité.

Deux volontés politiques différentes cherchent la paix. La portée de cette paix dépendra de la mobilisation populaire. Elle est d'autant plus nécessaire que, en même temps que le gouvernement négocie, il continue ses politiques néolibérales de privatisations et de démantèlement des conquêtes sociales, il négocie la paix mais refuse une trêve, il se dit prêt à parler des droits des victimes et des déplacés mais fait tout pour imposer l'immunité pour les membres de l'armée dont on connaît les responsabilités dans les politiques d'État d'extermination contre les démocrates et défenseurs des droits de l'Homme. La Commission des droits de l'Homme de l'ONU a constaté 85 cas d'exécutions sous le mandat de José Manuel Santos et des assassinats ont été commis contre des membres de la Marche patriotique ces dernières semaines...

extraits de l'intervention de
Lydia Samarbakhsh

DÉCÈS D'ALFREDO GUEVARA

Alfredo Guevara est décédé le 20 avril 2013 à l'âge de 87 ans à La Havane.

La disparition de cette importante figure de la culture cubaine est une grande perte pour Cuba, l'Amérique latine et bien au-delà.

Il a donné un nouveau souffle au cinéma cubain après la révolution, contribuant à son rayonnement. Il a apporté un appui considérable aux artistes cubains et fondé l'Institut cubain du cinéma (ICAIC), dont il était toujours le président.

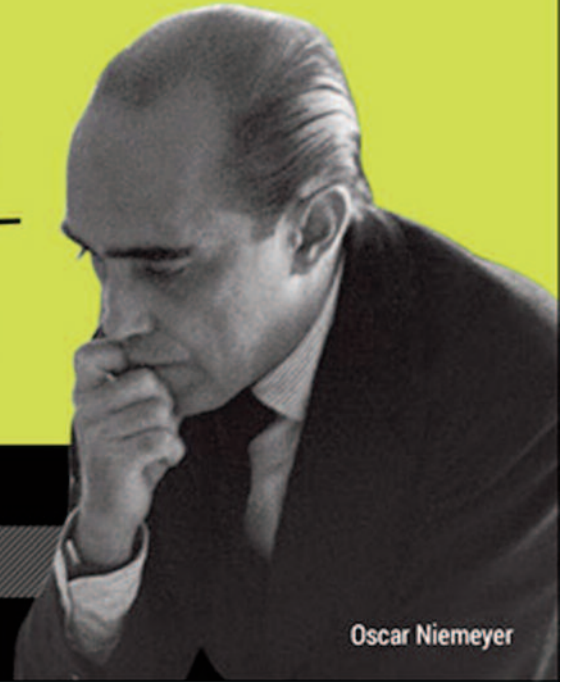
Alfredo Guevara restera dans nos mémoires comme un des grands créateurs de notre temps.

**Le Gouvernement du District Fédéral du Brésil
et le Parti Communiste Français
vous invitent à l'inauguration de l'exposition**



BRASILIA

un demi-siècle de la capitale du Brésil

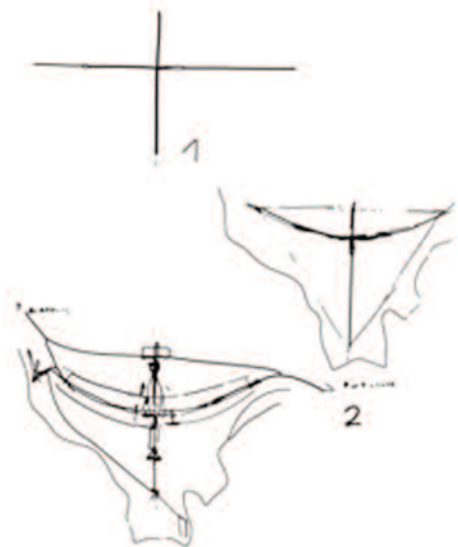


Oscar Niemeyer

Le 26 avril 2013 à 18h00

Dans l'Espace Oscar Niemeyer,
au siège du PCF (Parti Communiste Français),
2, Place du Colonel Fabien, Paris 19^e.

www.brasilia50.info



AMERIQUE LATINE

Colombie

Le 9 avril, s'est tenue au siège du PCF une **soirée de soutien au dialogue de paix en Colombie**, avec la participation de Marie-Christine Vergiat, député de la Gauche unitaire européenne, Maurice Lemoine, journaliste, auteur du livre *Sur les eaux noires du fleuve*, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament pour le PCF

Venezuela

Olivier Dartigolles, membre du Comité exécutif, représentait le PCF à la **soirée en hommage à Hugo Chavez** organisée par l'Ambassade du Venezuela en France, le 9 avril.

Le 19 avril, Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales, représentait le PCF à la **soirée en solidarité avec la démocratie au Venezuela et la Révolution bolivarienne**.

Obey Ament participait à la **soirée de solidarité avec le Venezuela organisée par la Jeunesse communiste et par la section de Montreuil du PCF** le 19 avril.

PGE

Le 13 avril, Obey Ament a participé à la **réunion du groupe de travail Amérique latine et caraïbe du PGE à Madrid**.

Salvador

Pierre Laurent a reçu l'ambassadeur du Salvador en France, Francisco Galindo Velez, le 15 avril au siège du PCF. Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales et Obey Ament participaient à cette rencontre.

Uruguay

Pierre Laurent a reçu **l'ambassadeur de l'Uruguay en France, Omar Mesa**, le 24 avril au siège du PCF, avec Lydia Samarbakhsh et Obey Ament.

KURDISTAN DE TURQUIE

Participation à l'**Assemblée des femmes du BDP** (Parti pour la paix et la démocratie) à Ankara de Hélène Bidard, conseillère de Paris, représentante du PCF pour le PGE (28/04/2013).

Réunion du réseau PCF Kurdistan. Avec la participation de Lydia Samarbakhsh, évaluation des projections du film *Ez Kurdim* dans 22 villes, qui a passé le cap des 3000 spectateurs et participants aux débats en présence des membres du réseau, de Marie-Christine Vergiat députée européenne, Michel Billout sénateur, des maires et élus locaux. La tournée continue. Décision de poursuivre les pétitions d'élus et de citoyens pour exiger annulation de l'accord de coopération policière « anti-kurde » entre la France et la Turquie. En ligne sur le site. Tenue de formations à l'adresse des militants (12/04/2013).

Procès. Présence au verdict du procès des 18 militants kurdes, au Palais de Justice de Paris. Sylvie Jan, Daniel Voguet, Estelle Le Joncourt, Antoine Laurent, Nicolas Bertrand et Marie-Christine Vergiat qui avait été entendue comme témoin, au titre de députée européenne, membre de la sous-commission des droits de l'Homme (23/04/2013).

Communiqué du PCF intitulé « Soulagement et vigilance » après le verdict qui accorde le sursis à tous les militants mais impose la fermeture du Centre Ahmed Kaya à Paris (25/05/2013).

Conférence initiée par la fédération du Rhône, sur le thème **Pour une autre politique de la France avec la Turquie** avec Sylvie Jan (29/04/2013).

AFRIQUE

Cameroun

Communiqué du PCF et messages partageant la douleur de nos camarades de l'UPC à l'occasion du **décès, le dimanche 31 mars, de notre camarade Samuel Mack-Kit, ancien président de l'UPC, membre du Comité directeur et militant au Comité de Base Septembre 96, dans la Section communale de Douala 1er**. Notre camarade et ami Samuel Mack-Kit nous a quitté des suites d'une longue maladie (1/04/2013).

Djibouti

Conférence sur le thème « Droits de l'Homme et démocratie en Afrique : cas de Djibouti ». Organisé par IREA-Maison de l'Afrique en collaboration avec la diaspora djiboutienne de Paris, avec la participation d'experts indépendants, de représentants d'organisations africaines et françaises, politologues, syndicalistes, leaders de la société civile et politique de Djibouti. Intervention de Sylvie Jan pour le PCF sur le thème *Quelle autre politique de la France avec Djibouti ?* (20/04/2013).

Togo

Recontre entre **Jean-Pierre Fabre, président national de l'Alliance nationale pour le changement** et Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales du PCF. Monsieur Jean-Pierre Fabre était accompagné de **Cyril Y.Kudjawa président de l'ANC Île-de-France et du vice-président**, et Lydia Samarbakhsh de Sylvie Jan. Les échanges ont porté sur l'exigence d'obtenir des élections transparentes, libres et démocratiques. Le peuple togolais qui a subi un véritable hold-up électoral lors de l'élection présidentielle, manifeste chaque semaine depuis deux ans. Depuis, le PCF est activement engagé aux côtés de ses organisations démocratiques (16/04/2013).

Mali

Communiqué de presse du PCF, intitulé « **Mali : pas de paix sans développement et démocratie** » à l'occasion de la tenue de l'Assemblée nationale demandant aux députés un vote « d'autorisation de prolongement de l'intervention des forces armées du Mali » (22/04/2013).

Comores

Communiqué de presse du PCF, intitulé « **Mayotte : après le rapport de M.Baudis, l'action pour le développement intégré des Comores** » (24/04/2013).

Collectif Afrique PCF

avec la participation de Jean-Claude Cuvelier revenant d'une mission au Mali. Décision de mettre en place un groupe de travail sur la question coopération-développement afin d'alimenter la réflexion des communistes à la veille des élections municipales sur la politique internationale et la solidarité avec l'Afrique dans les programmes municipaux. Ce groupe de travail est ouvert aux militants et aux élus intéressés pour y participer. Depuis le congrès national, le Collectif Afrique se voit renforcé de nouvelles participations : Dominique Josse, Thierry Aury, Marie-Hélène Chambrin, Jean-Claude Cuvelier et Mohamed Amara, lesquels rejoignent Daniel Feurtet, Marine Malberg, Laetitia Suchecki, Marion Chastain, Jean-Paul Escoffier. L'équipe est coordonnée par Sylvie Jan (17/04/2013).

Collectif Afrique/Front de gauche. Rencontre du collectif, siège PCF (25/04/2013).

MONDE ARABE

Maroc

Le 6 avril, au colloque organisé par l'Association des Marocains de France et l'Institut Mehdi Ben Barka, à la mémoire de Mehdi Ben Barka et de Omar Benjelloun, ont participé Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté pour le PCF.

Forum social mondial en Tunisie

Les membres de la délégation du PCF, Front de gauche et PGE au FSM à Tunis, ont participé à plusieurs événements, séminaires, ateliers, rencontres.

Parmi eux, l'**Assemblée des femmes** (Christine Mendelsohn) et la **manifestation d'ouverture** du FSM, au centre ville de Tunis, le 26 mars.

Le **Forum des parlementaires** (Marie-Christine Vergiat, Pierre Laurent).

Des séminaires organisés par Transform ! : **Quel nouvel internationalisme pour la Paix ?** (Lydia Samarbakhsh), **Quelle responsabilité de l'Europe pour favoriser un nouveau type de développement dans les pays de la Méditerranée ?** (Christine Mendelsohn, Marie-Christine Vergiat), **Les nouvelles constructions à gauche pour dépasser le fractionnement (fronts, coalitions...) : avancées et obstacles** (Pierre Laurent, Obey Ament).

Un des séminaires organisés par le Réseau international **Non à la guerre-Non à l'OTAN**, sur **L'OTAN et l'Afrique** (Claire Chastain).

Les communistes français présents au FSM ont été invités par Pierre Laurent à une **réception** fraternelle le 28 mars.

ASIE

Chine

Le 24 avril, au siège du PCF, une **délégation de 5 membres du Parti communiste chinois conduite par M. ZHAO Kai, secrétaire adjoint du Comité de gestion des institutions relevant directement du Comité central** du Parti communiste chinois, a été reçue par Jacques Chabalier, membre de la direction du PCF, Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales, avec Christiane Marcie.

EUROPE

Le 10 avril, à Martignes, s'est tenu un important **meeting du PGE/Front de gauche contre l'austérité** avec Paco Figueroa (CC.OO et PCE), Nico Cue (FGTB Métallurgie de Wallonie Bruxelles), Marie-Christine Vergiat (députée européenne), Gabi Charroux (député FG), Clémentine Autain (Fase), Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent.

Participation du PGE à la **manifestation pour la IIIe République espagnole** le 14 avril à Madrid.

Du 19 au 21 avril s'est tenu le **Bureau exécutif du PGE à Sofia**, Bulgarie, suivi d'une conférence de presse et d'un **meeting avec la Gauche bulgare** le 21.

Participation du PGE à la **manifestation contre l'austérité au Portugal** le 25 avril.

Du 26 au 28 avril, Gilles Garnier, responsable Europe du PCF, participe au **Congrès de l'Alliance rouge/verte du Danemark à Copenhague**.

Dans l'agenda PGE

5 mai : participation à la **marche citoyenne Contre la finance et l'austérité, pour une 6e République à Paris**.

12-18 mai : participation au **Subversive Forum à Zagreb**.

18 mai : participation à la **manifestation de la FIOM à Rome**.

23 mai : **colloque Front de gauche/Die Linke à l'Assemblée nationale** (9h-18h) suivi d'une réunion publique (lieu à confirmer).

7-8 juin : **Altersummit à Athènes**.

9 juin : **Conseil des présidents du PGE à Athènes**.

SORTIR DE L'IMPASSE MILITAIRE

Le Parti communiste français organisait le mercredi 20 mars
une soirée de solidarité
avec le peuple syrien.

Ce n'était pas la première. D'autres initiatives de soutien au peuple syrien
se sont tenues depuis le déclenchement de la révolution syrienne,
soit dans un cadre unitaire, soit à l'initiative d'élus communistes ou du PCF.

Mais cette soirée revêtait un caractère particulier puisqu'elle a permis,
pour la première fois, de rassembler et de donner la parole aux représentants
des différents courants de l'opposition démocratique syrienne en France :

Mme Basma Kodmani, au nom de Monzer Makhous, excusé,
ambassadeur de la Coalition nationale syrienne,
M. Samir Aïta pour le Forum démocratique
et M. Haytham Manna pour le Comité national pour le changement démocratique.

Cette soirée exceptionnelle permit à la fois de revenir
sur les causes de la révolution syrienne,
la situation dramatique que vit le peuple syrien
sous le coup des violences militaires du pouvoir,
la présence grandissante des groupes islamistes,
et les chemins à emprunter pour aller vers une solution politique.

Diverses approches se sont exprimées à la tribune et dans la salle.

Il nous a semblé utile de les porter à votre connaissance.

Nous avons sollicité un texte à chacun des intervenants, et ils ont accepté.

Nous les en remercions.

Au nom du Parti communiste, Pierre Laurent devait en conclusion rappeler
le droit inaliénable de tout peuple à se lever contre la tyrannie
et que les communistes français poursuivaient leur engagement,
comme ils l'ont fait, dès le début, aux côtés du peuple syrien,
pour l'arrêt des violences
et une solution politique pour une Syrie libre et démocratique.

Patrick Margaté
Monde arabe

OÙ VA LE CONFLIT SYRIEN ? QUELLE POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Bashar Assad, avec des puissances étrangères, a dévié de ses idéaux d'une révolution syrienne clamant l'unité dans la citoyenneté, la liberté et la dignité. Un conflit meurtrier s'est installé détruisant la fabrique sociale syrienne, un acquis de l'humanité par sa tolérance et son ouverture. Le pays refuge de tous est devenu l'enjeu d'une « lutte pour la Syrie ».

Quels sont les scénarios déterminants dorénavant ? Trois : la continuation pendant des années d'un conflit armé contenu au pays ; son débordement aux pays voisins, notamment le Liban et l'Iraq, mais aussi la Jordanie et la Turquie ; ou l'arrêt des combats et l'avancée d'une solution politique. Et les trois peuvent impliquer le départ de Bashar Assad à un moment ou à un autre. Ce dernier, après qu'il ait bombardé son propre peuple, ne peut rester au pouvoir.

Une ligne de front s'est créée depuis quelque mois séparant un Nord « libéré » du pays à la frontière turque. Des luttes intestines entre les groupes opposés au régime s'y déroulent déjà, avec des enjeux comme le contrôle des ressources pétrolières (attisés récemment par la décision de l'Union européenne permettant d'importer le pétrole syrien). Les rapports entre la Turquie, le gouvernement du Kurdistan irakien, et le PKK (et sa composante syrienne le PYD) y sont déterminants. Le contrôle d'Alep, la capitale du Nord, ancienne seconde capitale de l'Empire Ottoman, en est aussi l'autre grand enjeu.

Une seconde ligne de front se développe depuis peu au Sud, après que les Jordaniens aient permis le passage en masse des armes ; elle a pour enjeu « la bataille de Damas », mais aussi le fait que les Israéliens ne permettraient pas que les groupes djihadistes qui sévissent dans le Nord puissent faire de même à sa frontière. Pour sa part, Bashar Assad a transformé la zone côtière à majorité alaouite en un bastion, et mène dans une logique de guerre, « la bataille de Homs », verrou contrôlant la connexion avec la capitale Damas, mais aussi avec la Bekaa et le Hezbollah.

Dorénavant, la solution politique du conflit n'est plus entre le pouvoir et l'opposition, mais avant tout entre les forces combattantes et les puissances qui les arment et financent. Sa réalisation est devenue difficile, puisque les deux camps fonctionnent aujourd'hui avec la logique d'éliminer l'autre. Dans le camp opposé au régime, « l'armée libre » n'est pas organisée, mais un mélange de résistance populaire armée locale et de groupes militaires dépendants de pays étrangers cherchant chacun à dominer la scène de la Syrie d'après ou à pousser son avantage. Dans l'autre camp, il y a en plus

de l'armée « régulière » et de ses circonscrits, des milices confessionnelles plus ou moins contrôlables. Dans les deux camps, des combattants étrangers se battent d'une façon de plus en plus évidente.

L'opposition syrienne a été depuis le départ manipulée et polluée par l'exemple libyen. Le Conseil national syrien (CNS), stimulé par une alliance Qatar-Turquie-France, a permis d'amener les Frères musulmans, absents de la scène politique syrienne depuis les événements de 1979-1982, à dominer grâce au contrôle de l'aide humanitaire. Le rejet populaire de ce Conseil a conduit à la création polémique à Doha de la *Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution*, qui n'a toujours pas réussi à unir l'opposition politique, ni à donner la direction politique nécessaire à la résistance armée. Son président, Mohamed Moaz Al Khatib, a cependant gagné un leadership incontestable en proposant, contre la grande majorité de la *Coalition*, une approche politique. Il vient de démissionner avec grand fracas au milieu de la réunion des « amis de la Syrie » à Istanbul, dénonçant les ingérences étrangères. La *Coalition* est depuis lors en pleine re/décomposition : l'enjeu est un équilibrage des poids en son sein en faveur d'un « pôle démocratique » piloté par Michel Kilo face au bloc des Frères et des hommes du Qatar.

Depuis le départ de ce conflit, la France a été un acteur actif, impliqué profondément dans les détails des luttes intérieures, comme dans les enjeux régionaux. Sa politique n'a pas changé de nature ni d'orientations entre les présidences de Messieurs Nicolas Sarkozy et François Hollande. La création et la reconnaissance du CNS ou de la *Coalition* se sont calquées sur l'exemple libyen. Et la politique française a miné les efforts considérables en vue de réunir l'opposition syrienne autour du pacte national et du programme de transition signés par toutes les composantes en juillet 2012 sous l'égide de la Ligue arabe. Cette implication amène la France à être partie prenante dans un affrontement régional qui devient de plus en plus « sunnite-shiite », et lui ôte les moyens de jouer le rôle de puissance apaisante, garante de la paix.

Une nouvelle orientation de la politique française est nécessaire. Son appui principal devrait être de soutenir la mission de l'émissaire onusien Alakhdar Ibrahim, et d'éviter qu'il jette l'éponge sous la pression des Qataris, abandonnant le conflit syrien à son sort.

Samir Aita

rédacteur en chef du *Monde diplomatique* éditions arabes
président du Cercle des économistes arabes
membre du Forum démocratique syrien

L'APRÈS-ASSAD A COMMENCÉ

Parmi les opposants au régime, certains ont malheureusement passé beaucoup de temps à attaquer les autres opposants. S'ils font le bilan de bonne foi, ils admettront qu'ils ont considérablement nui à la révolution. S'ils souhaitent réellement le changement, ils doivent comprendre qu'ils ont contribué à le retarder.

Mettre en doute la nature du soulèvement et réduire une révolte populaire en dénonçant les convoitises régionales et les ambitions des grandes puissances revient à dire à tant de Syriens qui ont perdu un père, un frère, un enfant, que ceux-là sont morts pour rien ou pour une mauvaise cause. Le passage à l'action armée, faut-il le rappeler, n'est pas une décision d'une direction politique du mouvement. Il n'en avait pas et c'est autant sa force que sa faiblesse.

La situation syrienne exige un effort intellectuel pour sortir des schémas de pensée qui réconfortent trop souvent les esprits. Nous ne sommes pas dans une bataille entre impérialisme et forces anti-impériales (qui sont les anti-impérialistes en l'occurrence ?). Les Syriens ne sont pas devenus pro-occidentaux, loin de là, ils ne se reconnaissent pas non plus dans un quelconque schisme sunnite-chiite.

Les Syriens sont engagés dans une lutte inhumaine. Nos amis sont tués, arrêtés et torturés à mort. Nous passons nos nuits à communiquer avec la population qui réclame de l'aide, qui ne comprend pas l'indifférence du monde et qui nous blâme pour notre incapacité à convaincre que la situation mérite une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, une action humanitaire décisive, une protection quelconque contre l'aviation du régime. Nous sommes accusés d'inefficacité et de mollesse.

Nous nous battons chacun à sa manière, contre une famille de criminels qui a mis en marche une stratégie à trois niveaux : un, mettre à mort la volonté du peuple en tuant; deux, déchirer le tissu social syrien ; trois, mobiliser et polariser les rivalités régionales.

Une partie importante du territoire a été libérée au prix de très lourds sacrifices. Le régime bombarde pour empêcher que la population organise la vie quotidienne des gens dans une stratégie de survie.

Après deux ans de guerre contre le pays tout entier, la population est exsangue. La guerre contre les médecins, contre le pain, et dans les semaines qui viennent, la guerre contre l'approvisionnement en eau de la population. Les humanitaires voient venir.

L'après Assad a commencé depuis un an

La solution politique, nous la souhaitons de toutes nos forces et ceci n'est pas nouveau. Mais ceux qui la préconisent en critiquant l'opposition pour une soi-disant intransigeance ont contribué à entretenir l'illusion chez des acteurs internationaux clés qu'il était possible d'obtenir la coopération du régime. Nous avons ainsi perdu des mois et des dizaines de milliers de morts parce que des voix dites raisonnables ont appelé à un compromis. Mais on voit bien qu'ils se heurtent contre le mur du cynisme du régime.

La solution devra être garantie par les puissances internationales, parce que les puissances régionales sont partie prenante au conflit aujourd'hui. Le peuple se méfie des intentions des uns et des autres. Nous disons garantie car elle doit être pensée et formulée par des Syriens. Il faut éviter à la Syrie un accord « à la Dayton » qui ne serait qu'un cessez-le-feu « plus », le plus étant un arrangement institutionnel hâtif conçu par des diplomates n'ayant pas de connaissance de l'histoire de la Bosnie et qui a laissé ce pays avec un système politique qui l'a paralysé. Il faut se rendre à l'évidence que le dialogue bilatéral entre Syriens seuls n'a plus aucune chance de se faire. Un accord sur le départ d'Assad doit être inclu dans un plan de paix global et je pense que le développement d'un plan qui traite de tous les autres aspects du conflit est nécessaire et possible. Une fois que nous serons parvenus à trouver des réponses claires à toutes les questions qui préoccupent les Syriens et répondront aux inquiétudes de différents groupes de la population, je pense que la question de la date du départ de Assad se résoudra d'elle-même. Tout comme il semble évident qu'il ne pourra pas faire partie de la mise en œuvre du plan de transition, il me paraît essentiel de définir ce plan pour pouvoir dire de manière responsable, que Assad peut partir et que la Syrie pourra retrouver la paix.

Sans se voiler la face, les Syriens admettent aujourd'hui que les blessures sont profondes et qu'il faut mettre en œuvre tous les moyens pour assurer la sécurité de tous en Syrie. Protéger toute la population, non seulement juridiquement par des garanties dans la Constitution nouvelle et par un processus de réconciliation nationale, mais également sur un plan sécuritaire. Pour cela, les Syriens auront besoin d'aide et la communauté internationale doit prendre ses responsabilités. Je pense que le seul moyen de préserver l'intégrité du territoire et la sécurité de tous nécessitera

l'après-Assad a commencé

une force internationale de maintien de la paix. La communauté internationale ne s'est pas montrée à la hauteur et s'est souvent comportée de manière irresponsable jusqu'ici et j'inclus ici les États-Unis comme la Russie qui ont une responsabilité particulière en tant que pays membres du Conseil de sécurité. Il faudra compenser dans l'après-Assad en adoptant un plan de paix et en se donnant les moyens de le mettre en œuvre.

Nous avons besoin d'aide maintenant et aurons besoin d'aide dans les mois et années à venir. Nous aurons une lutte longue pour recouvrer l'indépendance de notre décision politique. Personne ne sera plus soucieux de l'indépendance de la Syrie que les Syriens eux-mêmes. En se retournant contre le peuple et en appelant au soutien direct d'alliés extérieurs, Assad a fait perdre à la Syrie sa souveraineté. Le seul moyen de se ménager une marge d'indépendance dans le contexte actuel est de jouer l'équilibre entre les différentes sources de soutien. L'opposition n'est pas toujours consciente de cette nécessité ni suffisamment soudée pour se partager les rôles.

Nous avons besoin de reconstruire des relations avec les pays qui ne sont pas considérés comme amis, la Russie, la Chine, les puissances émergentes comme le Brésil où vit une très importante diaspora syrienne. Ce sera le seul moyen d'éviter la main trop lourde des pays qui soutiennent aujourd'hui la résistance et de ce qui se disent « amis du peuple syrien ».

La Syrie sera démocratique ou ne sera pas

Les militants démocrates, les vrais porteurs des objectifs de la révolution se battent sur deux fronts : contre le régime soutenu à bout de bras par l'Iran, le Hezbollah et la Russie de Poutine d'une part, et doivent en même temps endiguer l'influence des éléments qui veulent autre chose que la démocratie en Syrie.

Contre cette puissante coalition qui maintient le régime en vie, il faut des moyens. On ne combat pas quelque chose avec rien. Certains gouvernements des pays de la région mais surtout des réseaux privés (qui sont parfois plus puissants que les régimes eux-mêmes) sont les principales sources de financement de la résistance armée. Le manifestant pacifique qui a

pris les armes se voit contraint de rejoindre le bataillon qui peut lui assurer une arme, des munitions et un repas par jour. Si celui-ci exige une loyauté au projet islamiste, il a le choix entre jurer sa loyauté ou abandonner la lutte. Très nombreux sont les jeunes qui ont rejoint malgré eux les bataillons nantis financés par les réseaux islamistes. Ils n'ont jamais été islamistes eux-mêmes mais devant l'absence d'alternative, beaucoup font semblant pour survivre.

Nous sommes à un tournant de cette révolution. La famille Assad et ses alliés ont mis le feu à la Syrie et font tout ce qui est en leur pouvoir pour l'étendre à la région toute entière. Leur projet alternatif de démembrer le pays s'ils ne parviennent pas à reprendre le contrôle de tout le territoire, a commencé. Il est dans l'intérêt de la stabilité régionale d'empêcher que leur sinistre dessein ne réussisse. Assad est un danger pour tous les Syriens y compris pour la communauté dont il est issue et qu'il prétend défendre, il est en danger pour la Syrie en tant qu'État-nation.

Les Syriens qui se sont soulevés ne gagneront contre la famille qu'en ralliant une partie significative de la classe politique syrienne actuelle, des éléments clés du parti Baas et de la classe des hommes d'affaires. Il est indispensable et urgent que ceux-là soient assurés qu'eux-mêmes et leur famille ont un avenir, politique pour les politiques parmi eux, économique pour les hommes d'affaires. C'est ainsi que nous préserverons l'État et ses institutions.

Mais il est également dans l'intérêt des Syriens d'écartier les groupes extrémistes qui tentent de kidnapper la révolte du peuple.

L'option d'un gouvernement dominé par les islamistes n'en est pas une. La Syrie de tous les Syriens sera démocratique ou ne sera pas. Une expérience de pouvoir islamiste risque de diviser le pays (l'exemple du Soudan est là pour nous le montrer). La bataille des démocrates est aussi de convaincre les plus raisonnables parmi les islamistes de cela.

Enfin, la bataille des démocrates est de s'organiser en une véritable force politique structurée et solidaire. Mais ceci est un sujet pour un autre débat.

Bassma Kodmani
Coalition nationale syrienne

OPTIONS POLITIQUES OUVERTES EN SYRIE

Actuellement, la situation sur la scène syrienne est à son point le plus bas et le plus sombre depuis le 18 mars 2011. La résistance civile a été réduite à des opérations de secours et d'assistance humanitaire et les efforts des forces démocratiques sont ébranlés, comme jamais auparavant.

Le processus extérieur de surprotection de la Coalition nationale syrienne, et sa surévaluation comme unique représentant légitime du peuple et de la révolution, a eu un impact sur les relations entre les organisations démocratiques civiles et un certain nombre de pays occidentaux qui ont placé toutes leurs cartes dans le panier de la Coalition, et ceci dans les meilleures conditions pour lui permettre de pratiquer sa prétendue politique de « construction et développement de la Coalition nationale ». Sur le front opposé, la suprématie de la capacité militaire des groupes *takfiristes* et *jihadistes* s'est affirmée dans une proportion telle que les autres parties combattantes ont été obligées non seulement de considérer cela comme un « fait accompli », mais aussi de partager le pouvoir et les butins avec eux dans le nord de la Syrie, sous le mot d'ordre de la « guerre sainte » qui combat le régime de Bashar al-Assad.

Trois événements ont mis en lumière l'évidente fragilité de la Coalition et le risque de son explosion, bien plus probable que son institutionnalisation et son extension :

- l'initiative politique prise par son président, Ahmed Maaz Khatib,
- la décision régaliennne de former un gouvernement à Istanbul,
- l'attribution du siège de la délégation syrienne à la Ligue arabe au président démissionnaire et au Premier ministre sur-occupé, actuellement cinq des membres de la coalition auraient-ils d'ores et déjà renoncé à leur appartenance à la Ligue ?

Ces trois événements ôtent le masque qui dissimule le vrai visage de l'alliance du bloc formé par les Islamistes et l'équipe « Qatar-Moustapha al-Sabagh », le visage d'un groupe sans projet collectif, sans idéologie, sans vision commune, et même sans la capacité de structurer une volonté politique indépendante. Néanmoins, le groupe de soutien au peuple syrien continue d'affirmer qu'il est possible de restructurer et de développer ce bloc en formant d'une part des groupes identitaires

religieux (chrétiens, alaouites, etc.) auxquels on attribuerait quelques sièges, et d'autre part des groupes laïques démocratiques, dans le but de réduire le rôle du bloc islamiste, qui est aujourd'hui le plus puissant de la Coalition.

Dans cette situation critique, il n'est pas nécessaire de démontrer à quel point est limitée la sincérité de la dictature, qui prétend vouloir parvenir à une solution politique et négociable, puisqu'elle est certaine que les forces politiques qui lui sont opposées n'ont plus aucun réel pouvoir d'influence, ni dans l'arène de la confrontation militaire, ni sur les masses inorganisées, parmi lesquelles six millions d'individus ont été réduits par cette dictature à l'état de créatures dont le souci essentiel est leur survie quotidienne.

Pour couronner ce désastre, toutes les tentatives faites par les équipes régionales et internationales en charge de la normalisation de factions militaires (Turquie, Qatar, Arabie saoudite, Grande-Bretagne, États-Unis et France) ont échoué à créer un commandement militaire qui opère sous la bannière d'un programme politique clairement défini. En privilégiant les résolutions du Qatar et de la Turquie pour la formation d'un gouvernement intérimaire et en donnant à la Coalition le siège syrien à la Ligue arabe, une fracture majeure a été générée entre la position de l'Arabie saoudite et celle du Qatar, fracture qui a eu une répercussion directe sur le domaine militaire.

Ce n'est plus un secret : après la présentation de la Coalition, connue sous l'appellation *Coalition des amis du peuple syrien*, comme étant une alternative collective aux divers mouvements oppositionnels islamiques libéraux, extérieurs et intérieurs, une alternative qui garantit aux principaux alliés d'être modérée et acceptable, il existe aujourd'hui une crainte réelle d'explosion de cette entité, la crainte qu'il n'en restera plus rien dans quelques semaines, à l'exception du bloc « intouchable », qui est extrêmement loin du projet citoyen et démocratique et qui comprend que les urnes électorales seront le juge réel, non seulement entre les Frères musulmans et les Démocrates, mais aussi entre Jabhat Al-Nousra et les autres, comme l'a exprimé Shaqfa Riad, le dirigeant des Frères musulmans*.

Les parties les plus réactives, celles qui soutiennent la thèse de l'armement et du rééquilibrage de force entre l'Armée syrienne et l'opposition armée, n'avaient pas conscience des démarches extrêmement importantes effectuées à Istanbul et à Doha et ont été surprises de la forme, du contenu et du résultat, et pour la première fois depuis la réunion à Tunis qui a nommé le

* Dans une déclaration, Riad Al-Shaqfa, contrôleur général des Frères musulmans, a dit : « Nous n'affronterons pas Jabhat Al-Nousra, mais nous discuterons avec eux et leur montrerons ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, et s'ils persistent dans leur position, la décision sera prise par le peuple syrien et cette controverse sera résolue dans les urnes ».

options politiques ouvertes en Syrie

Conseil national principal représentant du peuple syrien, le doute et la peur sont apparus dans différentes équipes de travail responsables de la gestion du dossier syrien dans les milieux occidentaux et les pays du Golfe.

Comme d'habitude, Al Qaeda n'a pas raté cette occasion pour entrer dans le jeu et pour déclarer de façon claire et nette qu'elle est directement liée à Jabhat Al-Nusra et ses organisations sœurs, que la Grande-Bretagne et la France ne peuvent pas continuer plus longtemps à se cacher la tête dans le sable. Sur le terrain, le régime syrien a importé les moyens de confrontation utilisés par l'Algérie dans les années 90, à savoir : traiter les groupements islamistes par l'instauration d'unités paramilitaires dans le but d'alléger le fardeau qui pèse sur les institutions militaires et de prolonger le conflit, ce qui a permis au régime d'effriter les groupes oppositionnels armés et d'acquérir la réputation de protecteur de l'État et de l'unité des territoires syriens, laissant ces unités paramilitaires rétablir la sécurité du pays.

L'existence de ces zones lointaines et marginalisées que se disputent Jabhat Al-Nusra et d'autres groupes combattants locaux, les bataillons armés locaux de l'Armée syrienne libre et des Unités de protection du peuple kurde, sans y détenir aucun pouvoir concret, a pour effet que, dans sa conscience collective, le citoyen syrien associe de plus en plus le déplacement des populations, les meurtres et les destructions à la présence de cette opposition armée. Dans cette situation, trois questions occupent le devant de cette scène tragique :

- Jabhat Al-Nusra réussira-t-elle à démanteler la capacité de s'unir des combattants de l'opposition militaire ?
- les soutiens de la solution militaire à l'intérieur du régime seront-ils capables de respecter toutes les décisions clés prises à Damas ?
- enfin, l'opposition démocratique civile peut-elle continuer à constituer une force physique capable d'exercer le rôle de premier défenseur d'une solution politique conforme à la Déclaration de Genève ?

Ces questions existentielles sont susceptibles de rendre la scène syrienne encore plus sombre que jamais auparavant : Jabhat Al-Nusra ne cesse de se renforcer, non seulement grâce à l'aide étrangère et les apports permanents fournis par des étrangers, mais à cause du blocage de toutes négociations sérieuses destinées à donner à une solution politique la place qu'elle mérite.

Les soutiens, à l'intérieur du régime, d'une solution militaire traitent les actions et le passé de Jabhat Al-Nusra comme un support essentiel pour eux-mêmes, leur permettant de perpétuer leur influence et leur influence dans l'armée et dans le pays.

Il est tragique de constater que le groupe *Les amis du peuple syrien* ne regarde pas plus loin que le bout de son nez, lorsqu'il insiste sur la reprise d'un scénario (l'expansion et la restructuration du Conseil national) qui a échoué précédemment. Il est également difficile de demander à l'un quelconque des groupes militaires de « l'Armée de la Syrie libre » d'ouvrir une confrontation ouverte avec les groupes armés *takfiristes*, en l'absence de tout programme politique réunissant un bloc fort et efficace, constitué de partis politiques démocratiques et du mouvement citoyen à l'intérieur du pays et qui assure la coordination avec tous ceux déjà engagés en faveur d'un programme de changement démocratique mettant l'accent sur l'État citoyen et les institutions citoyennes, et apportant un changement démocratique global dans le pays.

Il est devenu évident que les groupes armés considèrent le combat armé comme un moyen pour parvenir à leurs fins, et que les principaux groupes politiques considèrent qu'une solution politique négociée sur la base de la Déclaration de Genève est la seule voie pour mettre fin à la destruction et à la violence dans le pays. Les interventions extérieures sont jusqu'à présent considérées comme « inenvisageables » en l'absence de ce front très large, capable de donner à la mission de Lakhdar Brahimi un sens véritable et réalisable, à savoir celui d'intermédiaire dans une réconciliation historique durable entre les deux protagonistes les plus puissants sur l'échiquier international (la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique).

Les importantes contradictions régionales que nous observons aujourd'hui permettront-elles la promotion de cette option, ou bien sera-t-elle la cause d'un regain des violences et des destructions ? Peut-être que la réponse à cette question est : nous devons adhérer à une solution politique négociée dans cette phase difficile où le choix du peuple se situe entre d'un côté chaos et destruction et de l'autre côté le droit naturel de tout Syrien de voir le bout du tunnel.

Haytham Manna
président, à l'étranger
du Comité national de Coordination
pour un changement démocratique (NCC)

traduction de l'anglais par Nora Pettex

BRISER LA DOUBLE ESCALADE

La phase actuelle de la crise syrienne atteint un niveau de gravité et de dangers exceptionnels. Le nombre de victimes (plus de 70.000 morts, chiffre de l'opposition syrienne endossé par l'ONU) et l'ampleur des destructions (pour ce que l'on en connaît) témoignent dramatiquement de la nécessité urgente de tout faire pour mettre un terme à cette crise. Sans oublier – selon les chiffres du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) – près de 7 millions de personnes ayant besoin d'une aide d'urgence; 4,3 millions de déplacés et 1,4 millions de réfugiés dans les pays voisins.

La spécificité de cette crise, ce n'est pas seulement l'intensité des affrontements armés et d'une guerre civile dont la population est la première victime. La crise syrienne est maintenant une crise géo-politique régionale et internationale. États-Unis, Occidentaux et Russie s'y confrontent directement. Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Jordanie, Libye aident l'opposition. Iran, Hezbollah, gouvernement irakien soutiennent le régime de Bachar Al Assad. La crise syrienne est devenue le cœur de la conflictualité internationale au Proche-Orient. Cette crise a franchi ainsi de très meurtrières et dangereuses étapes dans la militarisation et l'escalade de la violence comme en témoignent notamment les bombardements de l'aviation du régime contre les quartiers de villes considérés comme acquis à l'opposition et refuges de l'Armée syrienne libre. Aujourd'hui l'inquiétude grandit encore avec l'affirmation déclarée que le Front salafiste Al Nosra – qui s'inscrit dans l'opposition – appartient à la mouvance Al Qaida.

Le régime de Bachar Al Assad porte une lourde responsabilité dans cette escalade de la militarisation puisqu'il a, dès le départ, il y a 2 ans, en particulier à Deraa, choisi de faire tirer à vue sur les premières manifestations populaires qui rassemblaient des dizaines de milliers de Syriens pour la démocratie.

Les divisions de l'opposition, les interventions étrangères permanentes, le rôle des différentes mouvances de l'islamisme politique, y compris les plus radicales, les livraisons d'armes par milliers de tonnes et de partout... tout cela montre la complexité d'une crise qui, évidemment, ne peut avoir d'issue militaire. L'utilisation annoncée d'armes chimiques dans cette crise doit faire l'objet de vérifications très sérieuses. Les informations rendues publiques jusqu'ici sur cette question ne prouvent rien.

Il faut tout faire pour favoriser une solution politique. Dans cet esprit, il faut refuser clairement tout ce qui alimente la confrontation armée dans une double escalade : escalade dans l'intensité de la confrontation en Syrie, escalade progressive et périlleuse dans l'élargissement des tensions, voire des affrontements armés sur le plan régional.

Il est nécessaire de mesurer, pour le Proche-Orient, les risques énormes dont est porteuse cette mécanique infernale qui pourrait conduire au chaos. On voit ainsi la crise politique gagner le Liban avec, hier, la démission du Premier ministre, alors que des combats quotidiens déstabilisent le Nord du pays près de la frontière syrienne (on sait qu'il y a des forces françaises et européennes au Sud-Liban). Les tensions et les combats touchent maintenant le Golan syrien et le Golan annexé par Israël, et ce pays commence à s'inscrire dans la confrontation. On constate aussi l'engagement de la Jordanie, pays fragile qui vient d'autoriser Israël à utiliser son espace aérien pour le survol de ses drones de surveillance armée.

Attention ! Cette évolution était prévisible. Il est de la première importance que les autorités françaises en mesurent et en fassent mesurer les risques. C'est une question de responsabilité. Comme membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit s'en faire un devoir.

C'est pour cette raison, et aussi par choix de principe, qu'une levée de l'embargo sur les armes serait un acte politique funeste. Les armes affluent déjà. Cette levée de l'embargo ne serait pas qu'une légalisation a posteriori. Ce serait un nouvel élan donné à l'escalade militaire et à la guerre. Ceux qui pensent qu'il suffit de livrer des armes pour infléchir les rapports de force et favoriser ainsi l'avènement d'un régime démocratique prennent des risques considérables dans un tel contexte. On ne sait pas dans quelles mains ces armes pourraient tomber. Leur maîtrise pourrait faire l'objet de confrontations entre forces de l'opposition elles-mêmes. Non seulement il n'y a pas de solution militaire mais lever cet embargo pourrait ouvrir à une catastrophe plus grande encore, et régionale celle-là... Ce sont ces risques qui ont fait reculer la France quant aux livraisons d'armes.

Ce n'est pas un hasard si l'Union européenne se divise sur cet enjeu et si le médiateur de l'ONU Lakhdar Brahimi s'est fermement opposé à la levée de l'embargo sur les armes. Ce diplomate chevronné ne peut être suspecté d'être aveugle devant l'extrême difficulté d'une solution négociée. Mais il sait, comme une évidence, qu'il n'y a pas d'autre solution possible.

Les conditions d'une telle solution doivent être recherchées avec opiniâtreté et détermination. Il ne faut rien lâcher. Tout tenter. Il y a une base politique possible : l'accord de Genève acquis en juin dernier sous l'égide de l'ONU, avec la participation des 5 membres permanents du Conseil de sécurité, de la Turquie, de la Ligue arabe. Cet accord, après avoir fait consensus, a été brutalement rejeté, en particulier par Washington sur la question du sort du président Assad.

Il est évident que le sort de celui-ci est scellé. Une nouvelle Syrie, une Syrie démocratique se construira sans lui et sans le cœur de ce régime criminel. Mais l'urgence et la responsabilité plaident maintenant pour que cet accord soit considéré comme une base nécessaire, une feuille de route, un moyen de réunir les conditions de la transition nécessaire et de la solution politique incontournable.

La France peut jouer un rôle positif pour cela. Elle doit le faire et s'adresser aux autorités des États-Unis, de la Russie, de tous les pays de la région afin d'apporter sa propre crédibilité à l'exigence de paix et de règlement démocratique négocié.

La France devrait aussi (enfin) parler avec tous les courants – oui, tous les courants – de l'opposition démocratique afin d'encourager leur unité, plutôt que leurs divisions, en montrant la détermination française à favoriser une transition réellement démocratique en Syrie et excluant en particulier de cette perspective nécessaire les forces djihadistes et islamistes qui ont un autre agenda, celles qui persistent à chercher l'escalade et la militarisation de la crise.

Encore une fois, il faut aujourd'hui faire le bon choix, celui de la responsabilité. D'urgence, il est nécessaire de briser cette double escalade dans la militarisation. Il est encore temps. Mais pour combien de temps ?